la Croix
18 RUE BARBES
92128 MONTROUGE CEDEX - 01 74 31 60 60

07 JAN 13
Quotidien Paris
OJD : 94439

Surface approx. (cm²) : 661
N° de page : 17-18

La difficile mobilisation contre les cyberattaques

▸ Victime de la première attaque virtuelle contre un État, l'Estonie, dont le président rencontre aujourd'hui François Hollande, appelle à plus de mobilisation.
▸ En raison de son usage pionnier des nouvelles technologies, Tallinn héberge un centre de cyberdéfense accrédité Otan.
▸ Les États restent réticents à coordonner la lutte contre ces nouveaux fléaux.

TALLINN
De notre envoyé spécial

« La différence est aussi grande qu'entre une chaise et un avion » Le président estonien, Toomas Hendrik Ilves, manie volontiers la métaphore. Et cela vaut aussi pour le sujet de plus en plus sensible des cyberattaques, des attaques lancées par ordinateur contre des infrastructures informatiques publiques ou privées. L'Estonie avait été le premier État, en mai 2007, à faire l'objet de telles cyberattaques motivées par des raisons politiques. Cette agression, c'est la *« chaise »* dont parle le président. L'*« avion »*, ce sont les moyens nettement plus sophistiqués mis en œuvre depuis par les auteurs de ces actes malveillants.

En 2007, les serveurs d'institutions publiques et d'entreprises privées d'Estonie avaient subi un pilonnage intense de demandes de connexion visant à les paralyser. L'enquête a démontré qu'elles avaient été pilotées de Russie, alors furieuse du déplacement dans la capitale estonienne d'une statue d'un soldat soviétique, installée là durant l'occupation de cette république balte par l'URSS.

« Les moyens techniques déployés étaient primitifs, si l'on compare avec les menaces actuelles », poursuit le président, utilisateur averti de nouvelles technologies, comme nombre de ses compatriotes qui les adoptèrent sans complexe après le retour du pays à l'indépendance, il y a plus de vingt ans.

Stuxnet, Duku, Flame… Derrière ces noms se dissimulent des virus ou des vers informatiques découverts depuis l'été 2010. Le premier a servi à saboter des centrifugeuses en Iran pour l'empêcher d'enrichir de l'uranium et, selon les Occidentaux, de construire l'arme nucléaire. Flame, lui, aurait permis aux Américains de pénétrer dans les réseaux informatiques de l'Élysée, selon *L'Express - L'Expansion*. *« Avec ces virus,* reprend le président estonien, *tous les services qui dépendent d'Internet deviennent potentiellement manipulables, de la gestion des stocks dans un supermarché à la tenue d'un compte en banque, en passant par le traitement des eaux d'une métropole. On imagine mal encore l'ampleur des dégâts potentiels. »*

S'ils continuent à se méfier du grand voisin russe, qui investit lourdement dans la modernisation de ses forces armées, les dirigeants politiques estoniens, Toomas Hendrik Ilves en tête, font part de leurs préoccupations grandissantes à l'encontre de ces nouveaux fléaux. Le sujet leur paraît d'autant plus important que leur pays est un pionnier dans le développement des services et d'une administration en ligne. Voter par Internet ? Quelque 25 % des citoyens l'ont fait aux dernières législatives. Près de 100 % des transactions bancaires sont réglées en ligne et 94 %

Eléments de recherche : ESTONIE : articles significatifs

la Croix
18 RUE BARBES
92128 MONTROUGE CEDEX - 01 74 31 60 60

07 JAN 13
Quotidien Paris
OJD : 94439

Surface approx. (cm²) : 661
N° de page : 17-18

des contribuables paient leurs impôts par voie électronique.

« Cette pratique est l'une des raisons déterminantes pour lesquelles l'Union européenne a choisi l'Estonie » pour accueillir la direction de sa nouvelle agence des technologies de l'information, explique son directeur, Krum Garkov. En fonction depuis le 1er décembre, elle gère – grâce à des ordinateurs installés à Strasbourg – des systèmes informatiques en charge, notamment, des visas pour entrer dans l'espace Schengen.

L'UE a choisi l'Estonie pour accueillir la direction de sa nouvelle agence des technologies de l'information, en fonction depuis le 1er décembre.

De plus, Tallinn, la capitale, abrite un centre de cyberdéfense créé avec l'aval de l'Otan dans une caserne bâtie à l'époque tsariste. Financé par les pays qui y ont envoyé du personnel (dont les États-Unis), ce « centre d'excellence » accueillera un douzième membre l'année prochaine : la France. *« Après avoir observé les travaux réalisés là depuis 2008, nous considérons utile d'y participer pleinement »,* explique un responsable du ministère de la défense rencontré à Tallinn lors d'un séminaire franco-balte sur la sécurité.

Paris souhaite envoyer un juriste pour contribuer à la définition de nouvelles normes internationales. Le centre, qui analyse aussi des cyberattaques de grande ampleur, préférerait renforcer ses activités techniques. Il coordonne notamment des exercices de simulation d'attaques pour favoriser des parades communes. *« N'allez pas croire pour autant que c'est d'ici que d'anciens hackers embauchés par nos soins contrent des cyberattaques hostiles »,* indique une porte-parole du centre, dont la tenue vestimentaire n'est pourtant pas éloignée de l'image qu'on se fait des pirates informatiques.

De fait, les capacités opérationnelles de cyberdéfense, le noyau dur, ne se trouvent pas dans cette unité d'une trentaine de personnes. Mais au niveau des États qui, ces dernières années, se sont dotés de cellules spécialisées pour repérer, traiter les menaces et y répondre. *« Chacun travaille de son côté et ne partage que le strict minimum »,* reconnaît un expert étranger.

Ces réticences irritent le président estonien. *« Les responsables cyberdéfense des pays pensent encore souvent en termes d'espionnage »* et rechignent à coopérer davantage de peur d'en être les victimes, regrette-t-il. Sans doute aura-t-il l'occasion d'en parler à François Hollande, qui le recevra aujourd'hui à Paris.

ANTOINE JACOB

▶ La difficile mobilisation contre les cyberattaques